

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Togo

En 2022, le Togo a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités ont lancé le Programme d'urgence pour la région des Savanes, qui, en renforçant l'accès à l'éducation et l'aide sociale dans les zones du nord du pays touchées par l'extrémisme violent, s'attaque également à la pauvreté, aux conflits et au manque d'accès à l'éducation comme causes profondes du travail des enfants. En parallèle, le Projet de filets sociaux et services de base a fourni des repas à des élèves de communautés vulnérables et élargi les transferts monétaires inconditionnels à 83 681 participants au programme. De surcroît, le Togo a éliminé les frais associés à l'obtention d'un acte de naissance, ce qui pourrait améliorer l'accès à l'éducation et à d'autres services sociaux. Toutefois, au Togo, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants font également des travaux dangereux dans le cadre des services domestiques. Les autorités n'ont pas consacré de moyens suffisants pour permettre à l'Inspection du travail d'effectuer des inspections dans tous les secteurs et de faire complètement appliquer la loi. Par ailleurs, les réglementations sur les travaux dangereux sont insuffisantes, car elles permettent à des enfants d'à peine 15 ans d'effectuer certains types de tâches dangereuses, notamment de porter des charges lourdes. Enfin, l'État ne publie pas de données sur ses mesures d'application du droit pénal concernant la législation sur les pires formes de travail des enfants.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Relever l'âge minimum pour tous les types de travaux dangereux de 15 à 16 ans et veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans qui effectuent des travaux dangereux reçoivent une formation adéquate dans le type de travail qu'ils effectuent et que leur santé, sécurité et mœurs soient protégées conformément aux normes internationales.	2020 – 2022
	Adopter une loi sur l'éducation de base gratuite, y compris pour le premier cycle du secondaire.	2021 – 2022
Application	Veiller à ce que les inspecteurs du travail disposent des moyens suffisants, notamment des moyens de transport et du carburant, pour effectuer leurs inspections et surveiller le droit du travail.	2009 – 2022
	Effectuer des inspections du travail dans le secteur informel ainsi que dans les domiciles privés et les exploitations agricoles, où des enfants travaillent dans l'agriculture et le travail domestique.	2021 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Publier des informations sur les efforts en matière d'application du droit du travail, notamment le ciblage des inspections de routine et le nombre d'infractions à la législation sur le droit des enfants pour lesquelles des sanctions ont été prononcées et des amendes perçues.	2021 – 2022
	Veiller à ce que les inspecteurs du travail renvoient toutes les affaires de travail des enfants constatées lors des inspections du travail aux services sociaux.	2022
	Publier des données sur les efforts en matière d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes effectuées, d'infractions pénales constatées, de poursuites lancées, de condamnations obtenues et de sanctions imposées pour les pires formes de travail des enfants.	2010 – 2022
	Veiller à ce que les enquêteurs judiciaires disposent de ressources suffisantes pour faire respecter la législation contre le travail des enfants.	2017 – 2022
	Mener des enquêtes et des poursuites et prononcer des sanctions en cas de condamnations liées aux pires formes de travail des enfants.	2014 – 2022
	Veiller à ce que les processus judiciaires pour les cas de traite des enfants soient suffisamment rapides pour ne pas dissuader les victimes de déposer plainte.	2020 – 2022
	Veiller à une coordination efficace entre le système de justice pénale et les services sociaux afin de permettre aux rescapés de recevoir le soutien adéquat pendant les procédures judiciaires.	2021 – 2022
Coordination	Veiller à ce que le Comité national pour l'accueil et la réinsertion sociale des enfants victimes de la traite (CNARSEVT) reçoive un financement adéquat.	2021 – 2022
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le Plan sectoriel de l'éducation.	2013 – 2022
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, en garantissant l'absence de violence sexuelle et physique dans les écoles, en augmentant le nombre d'écoles, en élargissant l'accès à l'enregistrement des naissances, notamment pour les enfants déplacés, et en améliorant les infrastructures et les transports scolaires, surtout dans les zones rurales.	2010 – 2022
	Veiller à ce que les programmes sociaux se centrent spécifiquement sur la lutte contre le travail des enfants dans	2019 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	l'exploitation sexuelle commerciale, les travaux domestiques et l'agriculture, ainsi que sur des mesures de réduction de la pauvreté et de promotion de l'éducation.	
